



PRÉFET DE LA LOIRE

ARRETE N° 329/DDPP/2018
portant mise en demeure

Le Préfet de la Loire

VU le Titre 1er du Livre I et du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment les articles, L.171-8, L.511-1,

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°264-DDPP-17 du 23 juin 2017, réglementant les activités de la société SAMUEL ROCHE, zone Industrielle du Bayon, impasse René Varennes sur la commune de LA RICAMARIE,

VU le rapport de l'inspection des installations classée du 13 juillet 2018, suite à l'inspection réalisée le 19 juin 2018 sur le site de la société SAMUEL ROCHE, zone Industrielle du Bayon, impasse René Varennes sur la commune de LA RICAMARIE constatant l'absence des vannes de sectionnement et des aménagements prévus permettant la rétention des eaux d'extinction d'incendie du site,

CONSIDERANT que l'exploitant de la société SAMUEL ROCHE, zone Industrielle du Bayon, impasse René Varennes sur la commune de LA RICAMARIE ne respecte pas les prescriptions de l'article 8.4.2. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°264-DDPP-17 du 23 juin 2017,

CONSIDERANT que l'exploitant de la société SAMUEL ROCHE, zone Industrielle du Bayon, impasse René Varennes sur la commune de LA RICAMARIE ne respecte pas les prescriptions de l'article 8.4.3. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°264-DDPP-17 du 23 juin 2017,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de la société SAMUEL ROCHE, zone Industrielle du Bayon, impasse René Varennes sur la commune de LA RICAMARIE afin de respecter les prescriptions des articles 8.4.2. et 8.4.3. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°264-DDPP-17 du 23 juin 2017, afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la LOIRE,

ARRETE

Article 1 :

L'exploitant de la société SAMUEL ROCHE, zone Industrielle du Bayon, impasse René Varennes sur la commune de LA RICAMARIE, est mis en demeure de suivre les prescriptions des articles 8.4.2. et 8.4.3. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juin 2017 réglementant les activités des installations en mettant en œuvre **sous six mois** les dispositifs suivants :

- installation des vannes de sectionnement permettant l'obturation éventuelle des réseaux (eaux pluviales susceptibles d'être polluées et eaux d'extinction d'incendie) au niveau de leurs exutoires afin d'éviter tout transfert de pollution dans le réseau de la commune et création du registre spécial (procédures internes pour assurer la maintenance optimale des équipements et celles à respecter en période de crise) ;
- réalisation suivant les règles de l'art des aménagements (murets à créer, seuil à rehausser, portail à décaler...) permettant la rétention des eaux d'extinction d'incendie et mise en place des dispositions pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers ces aménagements afin qu'ils puissent assumer en permanence un fonctionnement optimal. (étanchéité, suivi des fissures et tout mouvement de sol...).

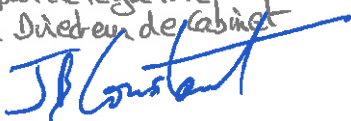
ARTICLE 2 – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 – En application des dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux. Ce recours prolonge de 2 mois les délais mentionnés ci-dessus.

ARTICLE 4 – Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, Madame la directrice départementale de la protection des populations et Monsieur le maire de La Ricamarie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le **23 AOUT 2018**

Pour le Préfet
et par délégation
Le Directeur de Cabinet

Jean-Baptiste CONSTANT

copie adressée à :

- Monsieur le directeur de la société SAMUEL ROCHE
Zone Industrielle du Bayon
Impasse René Varennes
42150 LA RICAMARIE
- Mairie de LA RICAMARIE
- DREAL UID 42/43
- Archives
- Chrono